

LIVRET FINANCIER

RÉSULTATS FINANCIERS

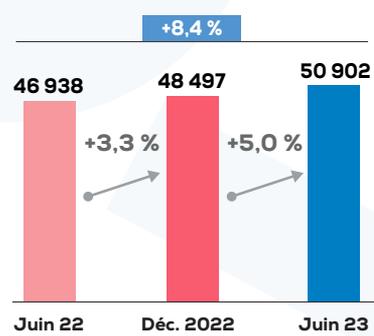
 JUIN 2023

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2023

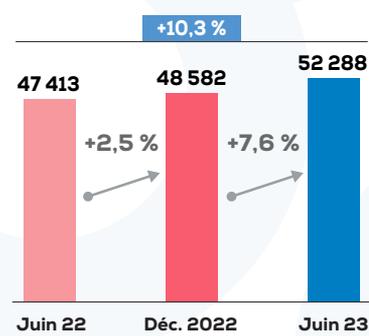
CRÉDIT DU MAROC : POURSUITE DE LA DYNAMIQUE COMMERCIALE ET FINANCIÈRE

Le Conseil de Surveillance de Crédit du Maroc s'est réuni le 31 juillet 2023, sous la présidence de Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2023.

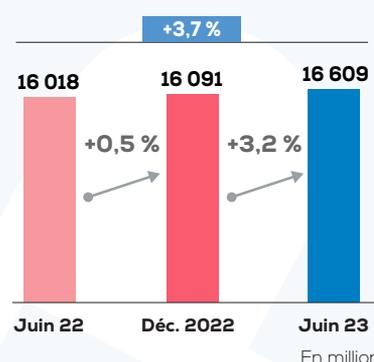
ENCOURS CRÉDITS



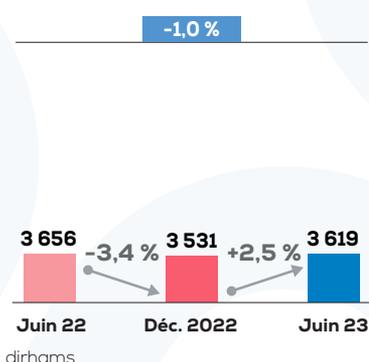
ENCOURS RESSOURCES BILAN



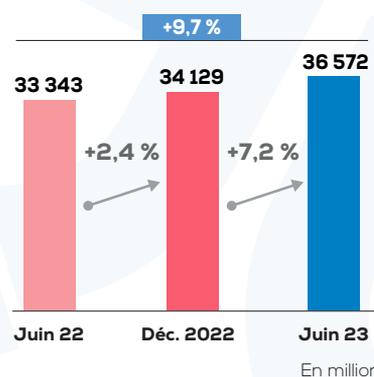
CRÉDIT HABITAT



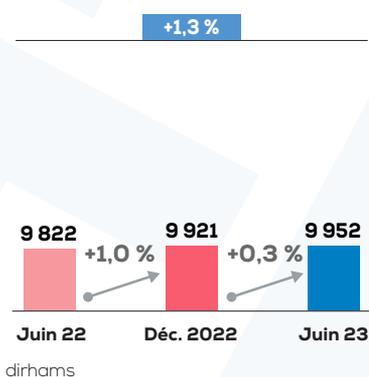
CRÉDIT À LA CONSOMMATION



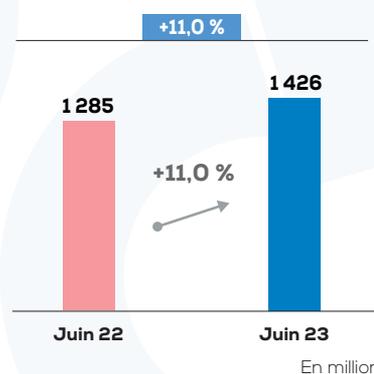
RESSOURCES À VUE



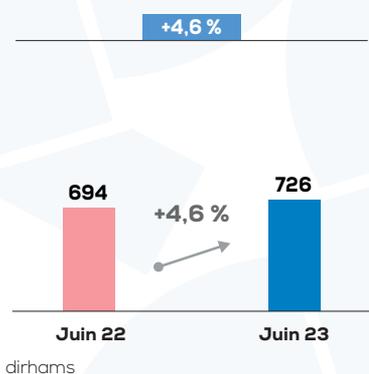
RESSOURCES D'ÉPARGNE



PRODUIT NET BANCAIRE



CHARGES D'EXPLOITATION



CROISSANCE COMMERCIALE EN NETTE PROGRESSION ET DES FONDAMENTAUX FINANCIERS SOLIDES

UNE CROISSANCE SOUTENUE DES CRÉDITS +8,4 %

Crédit du Maroc poursuit sa mobilisation pour accompagner le développement économique du Royaume avec une croissance accélérée des financements accordés aux ménages et aux entreprises.

Ainsi, les emplois clientèle affichent, à fin juin 2023, une progression de 8,4 % à 50 902 MDH par rapport au premier semestre 2022.

Les crédits aux particuliers s'apprécient de 2,8 % à 20 229 MDH en lien, notamment, avec des encours de crédits à l'habitat qui augmentent de 3,7 %.

Par ailleurs, les crédits aux entreprises progressent favorablement tirés principalement par les performances positives des crédits à l'équipement et des crédits court terme qui évoluent respectivement de 20,4 % et 9,5 %.

UN RENFORCEMENT NOTABLE DE LA COLLECTE BILAN +10,3 %

Les ressources bilan s'affichent en hausse de 10,3 % à 52 288 MDH par rapport au premier semestre 2022, profitant, principalement, de la bonne tenue des ressources à vue qui s'améliorent de 9,7 % à 36 572 MDH. En outre, les ressources d'épargne et les dépôts à terme augmentent respectivement de 1,3 % et de 117,3 % pour s'établir à 9 952 MDH et 3 383 MDH.

UN PRODUIT NET BANCAIRE EN NETTE HAUSSE +11 %

Le produit net bancaire consolidé se hisse à 1 426,0 MDH en progression de 11 % par rapport au premier semestre 2022. Cette performance est liée à la dynamique de croissance de l'ensemble des lignes métiers de la banque :

- une hausse de la marge nette d'intérêt de 9,3 % à 1 082,8 MDH, profitant de la bonne dynamique commerciale et de la maîtrise du coût de la ressource ;
- une progression de la marge sur commissions de 5,7 % à 225,8 MDH, bénéficiant de la croissance des revenus des filières spécialisées en monétique, commerce international, cash management et bancassurance ;
- une évolution du résultat des opérations de marché de 28,7 % à 168,2 MDH grâce, notamment, à l'orientation positive de l'activité de change.

Pour leur part, les filiales de Crédit du Maroc génèrent une contribution positive au PNB global de l'ordre de 97,4 MDH, en amélioration de 5,4 % par rapport au premier semestre 2022.

UNE PERFORMANCE NOTABLE DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION +18,4 %

Le résultat brut d'exploitation augmente de 18,4 % à 700,4 MDH, tiré par la bonne tenue du PNB consolidé et la maîtrise des charges d'exploitation. Le coefficient d'exploitation s'établit, pour sa part, à 50,9 %.

En matière d'investissement, Crédit du Maroc a engagé, sur le premier semestre 2023, un montant total de 95,4 MDH destiné essentiellement aux investissements informatiques.

UN RETOUR AU NIVEAU NORMATIF DU COÛT DU RISQUE À 166,1 MDH

Crédit du Maroc maintient sa politique prudente de gestion des risques. Le coût du risque enregistré au premier semestre s'établit à 166 MDH et reste à un niveau normatif. Il est en hausse par rapport à la même période de l'année dernière qui a bénéficié d'une reprise liée à une évolution méthodologique. Hors cet effet exceptionnel, le coût du risque serait en augmentation de 19,9 %.

Les créances en souffrance augmentent de 7,7 % à 3 996,9 MDH. Toutefois, le taux de créances douteuses et litigieuses s'améliore de 3 bps à 7,4 % et le taux de couverture des créances en souffrance s'établit à 83,9 %.

UNE CAPACITÉ BÉNÉFICIAIRE DE 285,8 MDH

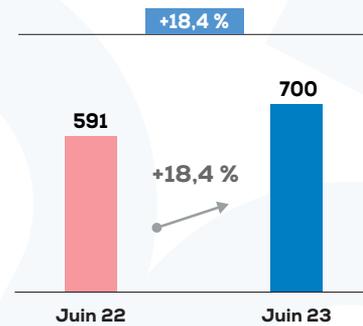
Crédit du Maroc affiche un résultat net part du groupe de 285,8 MDH, en baisse de 12 %, en raison d'un coût du risque 2022 impacté par une reprise exceptionnelle. Hors cet effet de base, le résultat net part du groupe serait en progression de 17,1 %.

POURSUITE DE LA MOBILISATION EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DE LA SATISFACTION CLIENT

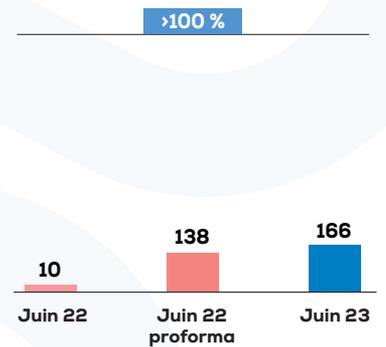
Dans un contexte économique global en mouvement, Crédit du Maroc, poursuit sa mobilisation en faveur de ses clients, en s'appuyant sur des partenariats clés et en organisant des rencontres autour de sujets d'actualité.

La Banque continue également à améliorer les parcours de banque à distance et à développer l'omnicanalité pour assurer une meilleure expérience client.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

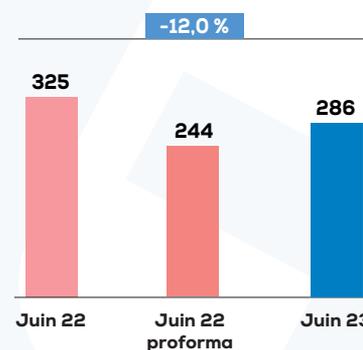


COÛT DU RISQUE



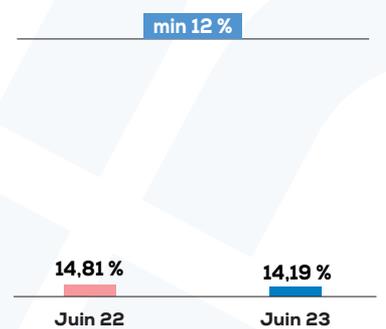
En millions de dirhams

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



En millions de dirhams

RATIO DE SOLVABILITÉ



LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE PUBLIÉS AU 30 JUIN 2023 :

- IFC et Crédit du Maroc s'associent pour améliorer l'accès des entreprises marocaines au financement du commerce.
- Présentation des résultats annuels de Crédit du Maroc au 31 décembre 2022.
- Les Nuits du Ramadan de l'Institut Français du Maroc fêtent les « musiques en partage ».
- Les résultats financiers au 31/03/2023.
- 4^{ème} édition du prix Start Your Project With Fondation Crédit du Maroc et Bidaya à Tanger.
- Mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de certificats de dépôt du Crédit du Maroc.
- Crédit du Maroc : CP_Document de référence de 2022 et T1-2023.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2023	31/12/2022
"Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux"		2 394 249	1 867 309
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	838 408	1 566 626
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	3.5	634 148	1 367 229
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	204 260	199 397
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3	762 453	2 948 273
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3.3	762 453	2 948 273
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		-	-
Titres au coût amorti	3.2	1 643 254	8 453
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.2	7 028 961	5 231 232
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2	50 902 425	48 496 655
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'Impôt Exigible	3.8	82 151	147 498
Actifs d'impôt différé	3.8	129 037	151 513
Comptes de régularisation et autres actifs	3.4	503 876	366 369
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 527 490	1 477 688
Immobilisations incorporelles	3.6	667 561	600 903
Ecart d'acquisition		-	-
TOTAL		66 479 866	62 862 521

(En milliers de DH)

PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		93	93
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.9	8 697	13 885
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3.9	8 697	13 885
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	3.1	2 201 981	2 880 785
Dettes envers la clientèle	3.1	52 287 526	48 581 532
Titres de créance émis	3.1	1 476 699	1 612 405
Passifs d'impôt exigibles	3.8	131 320	57 980
Passifs d'impôt différé	3.8	14 192	9 312
Comptes de régularisation et autres passifs	3.4	2 118 025	1 495 584
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	589 284	600 407
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 275 944	1 251 076
Capitaux propres		6 376 106	6 359 463
Capital et réserves liées		3 854 270	3 854 270
Réserves consolidées		2 196 345	2 096 527
Part du groupe		2 146 332	2 039 761
Part des minoritaires		50 013	56 766
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		38 004	10 567
Part du groupe		38 004	10 567
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		287 487	398 099
Part du groupe		285 793	404 290
Part des minoritaires		1 694	-6 191
TOTAL		66 479 866	62 862 521

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2023	30/06/2022
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.2	1 311 552	1 132 645
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	2.2	228 765	141 902
Marge d'Intérêt		1 082 787	990 743
Commissions (Produits)	2.3	247 749	231 283
Commissions (Charges)	2.3	21 935	17 674
Marge sur Commissions		225 813	213 609
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.5	168 156	130 786
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		169 760	131 533
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-1 604	-747
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.6	-	-121
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-121
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités		10 839	10 564
Charges des autres activités		61 559	60 673
PRODUIT NET BANCAIRE		1 426 037	1 284 907
Charges générales d'exploitation		627 155	601 169
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		98 490	92 384
Résultat Brut d'Exploitation		700 391	591 354
Coût du risque	2.1	-166 067	-10 499
Résultat d'Exploitation		534 325	580 856
Quote-Part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	-7 273	23 188
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant Impôt		527 051	604 044
Impôts sur les résultats	3.8	239 565	277 958
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		287 487	326 086
Intérêts minoritaires		1 694	1 373
Résultat net Part du groupe		285 793	324 712
Résultat par action		26,26	29,84
Résultat dilué par action		26,26	29,84

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2023	31/12/2022
Résultat avant impôts	527 051	743 209
Résultat net des activités abandonnées	-	-
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	98 490	190 273
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	26 491	-30 763
+/- Dotations nettes aux provisions	-14 743	33 611
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-7 273	-15 419
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	24 162	9 316
+/- Autres mouvements	-12 124	-30 071
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	115 002	156 946
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-3 437 212	-2 005 037
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 282 349	-99 346
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 359 658	961 245
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	594 667	268 165
+/- Flux liés aux activités destinées à être cédées	-	-
- Impôts versés	-229 340	-316 454
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-429 878	-1 191 427
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	212 175	-291 272
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-207 677	-379 093
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-207 677	-379 093
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-293 793	-294 013
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-135 000	1 000 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	-428 793	705 987
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-2 801	5 114
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-427 095	40 735

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2023	31/12/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 259 110	3 218 375
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 868 563	1 925 068
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 390 546	1 293 307
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 832 015	3 259 110
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 394 448	1 868 563
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	437 567	1 390 546
Variation de la trésorerie nette	-427 095	40 735

RÉSULTAT NET, GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2023	31/12/2022
Résultat net	287 487	398 099
Éléments recyclables en résultat net :	27 008	-48 885
Écarts de conversion	-2 801	5 114
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	48 194	-85 997
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	18 386	-31 997
Éléments non recyclables en résultat net :	-2 082	274
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-3 620	222
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	-1 539	-52
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	24 926	-48 611
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	312 413	349 488
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	310 719	355 678
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	1 694	-6 191

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2021	1 088 121	2 771 601	-	2 321 521	64 292	-	6 245 536	58 453	6 303 988
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-281 823	-	-	-281 823	-1 686	-283 510
Autres	-	-5 452	-	-5 051	-	-	-10 503	-	-10 503
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	404 290	-	-	404 290	-6 191	398 099
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	-54 000	-	-54 000	-	-54 000
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	274	-	274	-	274
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	5 114	-	-	5 114	-	5 114
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	5 114	-53 726	-	-48 611	-	-48 611
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2022	1 088 121	2 766 149	-	2 444 050	10 567	-	6 308 887	50 576	6 359 463
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-293 793	-	-	-293 793	-	-293 793
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	285 793	-	-	285 793	1 694	287 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	29 809	-	29 809	-	29 809
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	-2 371	-	-2 371	-	-2 371
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-2 801	-	-	-2 801	-	-2 801
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-2 801	27 437	-	24 637	-	24 637
Autres	-	-	-	-1 125	-	-	-1 125	-562	-1 687
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2023	1 088 121	2 766 149	-	2 432 125	38 004	-	6 324 399	51 707	6 376 106

NOTES ET ANNEXES IFRS

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2022.

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

- **Entreprise commune** : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges

y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

- **Coentreprise** : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- **l'intégration globale**, applicable selon les conditions citées par la norme IFRS 10 ;
- **la mise en équivalence**, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- **la quote-part des actifs, passifs, charges et produits**, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs. L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en dirhams en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en dirhams, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe CDM. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2023.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CRÉDIT DU MAROC AU 30 JUIN 2023

Sociétés Consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	%		Méthode de consolidation (*)
			de contrôle	d'intérêts	
Crédit du Maroc	1 088 121	-	100,00	100,00	E.C
Crédit du Maroc Capital	10 000	-	100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	124 000	-	66,66	66,66	I.G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000	-	100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc Assurances	200	-	100,00	100,00	I.G
Crédit du Maroc International	-	1 655	100,00	100,00	I.G
S.I.F.I.M	168 321	-	100,00	100,00	I.G

* E.C : Établissement consolidant - I.G : Intégration globale

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

LA GOUVERNANCE

1. Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire et s'appuie sur des Comités spécialisés détaillés ci-après.

Prénom et nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours	Membre d'un Comité
Mohamed Hassan BENSALAH ⁽⁵⁾	Président du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	-
Karim CHIOUAR ⁽⁵⁾	Membre du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A et R
Zouhair CHORFI ⁽⁵⁾	Membre du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	C et R
Mohammed Ali KADIRI ^(1, 4, 5)	Membre indépendant du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A et C
Habiba LAKLALECH ^(1, 3)	Membre indépendant du Conseil	03/2019	06/2022	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	R
Michel LE MASSON	Membre du Conseil	06/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A
AtlantaSanad S.A. représentée par Madame Fatima Zahra BENSALAH ^(2, 5)	Membre du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	C
Holmarcom Finance Company S.A. représentée par Madame Lamiae KENDILI ⁽⁵⁾	Membre du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A
Crédit Agricole S.A. représenté par Monsieur Régis BEZARD-FALGAS	Membre du Conseil	12/2005	06/2022	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	R

(A) Comité d'Audit.

(R) Comité des Risques.

(C) Comité de Nomination et de Rémunération.

(1) Membre indépendant.

(2) Président du Comité de Nomination et de Rémunération.

(3) Président du Comité des Risques.

(4) Président du Comité d'Audit.

(5) Cooptation ratifiée par l'Assemblée générale ordinaire du 20 juin 2023.

2. Le Directoire

Le Conseil de Surveillance désigne le Président du Directoire, ainsi que sur proposition de ce dernier, les autres membres du Directoire pour une durée de quatre années.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la Banque, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi 17-95 telle que modifiée et complétée (la « Loi 17-95 ») et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires.

Le Directoire présente, une fois par trimestre au moins, au Conseil de Surveillance, un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Banque.

Enfin, conformément aux dispositions de la Loi 17-95, le Directoire arrête, chaque année, les comptes de la Banque et établit un rapport de gestion qui est soumis au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée générale.

Le Directoire est composé des trois membres suivants :

Nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours
Ali BENKIRANE	Président du Directoire	Conseil de Surveillance du 06/12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Saïd JABRANI	Membre du Directoire en charge de la Banque Commerciale	Conseil de Surveillance du 07/03/2023	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Luc BEISO	Membre du Directoire en charge du Fonctionnement	Conseil de Surveillance du 29/04/2022 (avec effet au 01/09/2022)	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Le Directoire a mis en place le 7 mars 2023 le Comité Exécutif en remplacement du Comité de Direction

Le Conseil de Surveillance a créé, en son sein, trois Comités spécialisés dont il a fixé la composition et les attributions : le Comité d'Audit, le Comité des Risques et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Le Conseil de Surveillance est composé de neuf membres.

générale. Ce Comité est composé de 22 membres, à savoir :

Prénom et nom	Fonction	Date de nomination
Ali BENKIRANE	Président du Directoire	
Luc BEISO	Membre du Directoire en charge du Pôle Fonctionnement	
Saïd JABRANI	Membre du Directoire en charge de la Banque Commerciale	
Wafae BENNANI	Directeur général adjoint en charge de l'immobilier	
Abderrahman BENHAYOUN	Directeur général adjoint Retail Banking	
Larbi CHRAIBI	Directeur général adjoint Stratégie, Marketing, Data et Innovation	
Ali CHORFI	Directeur général adjoint Corporate & Investment Banking	
Adil LAHYANE	Directeur général adjoint IT & Transformation	
Moncef EL HARIM	Directeur général adjoint Ressources Humaines & Moyens	
Ikram ERRYAH	Directeur général adjoint Finances Groupe	
Siham NOUR	Directeur général adjoint Opérations et Services aux Clients	
Si Mohamed SRAIDI	Directeur général adjoint Gestion Globale des Risques	
Mohamed SLITINE EL IDRISSI	Inspecteur général	
Nour Dine BACHKAD	Directeur de la Conformité Groupe	
Hanane LAALA	Adjoint du Directeur général adjoint Opérations et Services aux Clients	
Myriam NASROLLAH	Secrétaire Général Groupe	
Faouzi ROCHD	Directeur Marchés & Expérience Client	
Hicham EL GUEDDARI	Directeur adjoint du Pôle CIB en charge du Corporate Banking	
Moncef ALAOUI	Directeur Réseau Casablanca	
Nabil EL HAOUARI	Directeur Réseau Centre / Oriental	
Fouad EL GUI	Directeur Réseau Sud	
Ahd ZEDGUI	Directeur Réseau Nord	

Ses membres, chacun dans son domaine de compétence, assistent le Directoire et assurent la coordination entre les différents pôles de gestion de la Banque en termes de stratégie, de politique de développement et de supervision du fonctionnement de la Banque. Le Comité Exécutif se réunit de manière mensuelle.

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc. Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Étude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribué aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdélégées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes réglementaires.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards. Les structures centrales de recouvrement prennent en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que le débit dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assuré par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au Recouvrement et Restructuration de créances.

Si le dossier passe en « Compromis », il est pris en charge par la Direction du Recouvrement qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2.

Le système repose sur une appréciation quantitative et qualitative. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Le système de notation du Crédit du Maroc est backtesté annuellement.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard & Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles : Les contreparties présentant des signes de fragilités sont suivies dans le cadre du comité mensuel d'anticipation et de suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

- Le Front Office

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en termes de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la DGA Corporate du pôle Développement.

Il est rattaché hiérarchiquement à la DGA Corporate du pôle Développement.

- Le Middle Office

Le Middle Office assure les contrôles et le respect des limites fixées par les Risques.

- Le Back-Office

Le Back Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

- Pôle RMF (Risques de Marché et Financier)

En matière de suivi et de contrôle des activités de la Salle des Marchés, RMF a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou

relatives aux niveaux de perte tolérée ;

- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...);
- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;
- la production et l'analyse des stress scenarii ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;
- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le middle office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont posées ou entreprises ;

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle des Risques de Marché et Financier a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert...).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison ;
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir ; livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le **risque de livraison** ou non concomitance des flux échangés.

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur tires (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delivery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le **risque de variation**.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil Global View Risk alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, GVR calcule aussi de manière automatisée des stress historiques (crises de 1994, de 1997, subprimes, Covid-19, etc.) selon des chocs observés qui sont paramétrés dans l'outil, ainsi que des stress hypothétiques (resserrement liquidité, tensions internationales, etc.).

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans un autre outil et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Des travaux de remplacement de GVR et de CADRE par un outil disposant des mêmes fonctionnalités sont en cours afin d'autonomiser le CDM avant la fin du premier semestre 2023.

Ségrégation des Banking et Trading books

Afin d'assurer d'une gestion saine et prudente de sa Trésorerie ainsi que de la couverture de ses risques propres, le CdM a mis en place une réorganisation de ses portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- La maîtrise du coût des risques opérationnels ;
- La Prévention des grands risques ;
- L'optimisation de la couverture des risques ;
- L'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La composante organisationnelle

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faitière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit et le Comité des Risques, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à

travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la Direction Gestion Financière qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global (RTIG)

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

La mesure du RTIG fait appel à une approche statique, basée sur plusieurs modèles afin de transformer les données mensuelles en indicateurs de risque quantifiables sur toute la durée de vie future du bilan.

La mesure principale et obligatoire du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente sur chaque période la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe (encours et taux de cession interne associés) dans une devise donnée.

Le Risque de Taux d'Intérêt Global est la résultante de différentes composantes de risque qui sont notamment représentées par des gaps :

- Un risque directionnel sur opérations à taux fixe : Le gap « Taux fixe »
- Un risque optionnel sur les options explicites (caps, floors...) si la banque a développé des modèles d'options, et implicites s'agissant notamment des remboursements anticipés sur les crédits
- Un risque de base sur les opérations à taux révisable et variable induit par des dé-corrélations entre les index : Les gaps d'Index

Bank Al-Maghrib a publié en mars 2021 une nouvelle circulaire qui encadre la mesure du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire et fixe de nouvelles exigences en matière de fonds propres économiques. Cette circulaire est entrée en vigueur en juin 2021.

Les principaux changements introduits par cette nouvelle réglementation qui impacte considérablement l'appréciation du risque de taux du Banking Book :

- Les postes non sensibles aux taux d'intérêts notamment les Fonds Propres de Base, les titres de transactions, les titres de négociation ainsi que leurs ressources de marché ne sont pas pris en compte dans l'exposition au risque de taux.
- Les flux de Trésorerie prévisionnels sont ventilés sur 20 tranches de maturités
- La limite réglementaire sur les Fonds Propres est revue à la baisse passant de 20% des fonds propres globales à 15% des fonds propres de catégorie 1 (CET1). A noter que le régulateur a prévu une période transitoire pour le respect du minimum réglementaire sur le ΔEVe : 20% des FP globales au 31-12-21, 20% des FP CET1 au 31-01-22, 15% des FP CET1 au 01-01-23
- L'identification du risque de base en précisant pour les instruments à taux variables, la date de révision, la référence considérée pour l'indexation et les taux appliqués.

Le calcul de la durée de vie moyenne des flux du bilan et du hors bilan actualisés, conformément à une formule de duration spécifique

- L'application de 6 scénarii de chocs de taux d'intérêt sur trois devises : MAD / EUR / USD.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées.

Le risque de liquidité

Il est défini comme étant le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance. Il peut prendre deux formes :

- **Risque d'illiquidité** : se traduisant par l'incapacité de la banque à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts ;
- **Risque de transformation** : où le terme des emplois est en général supérieur au terme des ressources, transformation inhérente à l'activité bancaire.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

- **Funding risk** : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
- **Time risk** : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
- **Call risk** : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, le Comité ALM a pour fonction de :

- Approuver la stratégie globale en matière de gestion du risque de liquidité
- Gérer la trésorerie MLT de la banque
- Mettre en place une approche pour mesurer et suivre du risque de liquidité
- Etablir un système de limites appropriées encadrant les principaux indicateurs utilisés
- Veiller à ce que des simulations de scénarios de stress soient effectuées en vue d'évaluer la capacité de la banque à faire face à des situations de crise de liquidité
- Décider du plan d'urgence destiné à être mis en œuvre en cas de tensions ou de crises de liquidité
- Prévoir les instruments et les stratégies de couverture du risque de liquidité
- Définir le système de reporting dans les situations normales ou de crise de liquidité
- Veiller au respect des coefficients réglementaires, dont le Liquidity Coverage Ratio (LCR).

En plus du Comité ALM trimestriel, un Comité Trésorerie mensuel a été instauré en janvier 2016 avec pour objectif, entre autres, de piloter de façon opérationnelle la trésorerie court terme de la banque.

Conventions d'écoulement

Les modèles ALM au sein de la banque suivent une logique de « Run Off » à partir d'un bilan constaté à la date de calcul. Cette approche permet d'avoir une vision sur l'écoulement du bilan dans le temps et d'avoir une mesure précise de la marge sous une hypothèse de cessation d'activité dénuée de toute prise en compte d'une production commerciale ou activité financière future.

Les règles d'écoulement se fondent sur une approche segmentée des encours. Par cette segmentation, elles s'appuient sur la définition de populations homogènes en termes de « comportement » (au sens statistique).

Ces modèles sont le socle commun à la mesure des risques de taux et de liquidité et au pilotage de la marge. Ils servent :

- d'une part pour le calcul du RTIG et donc influencent les prises de décisions en matière de couverture.
- d'autre part pour le calcul des taux de cession internes entre le pool commercial et le pool ALM. A ce titre, ils déterminent les marges analytiques des crédits et de la collecte.

Les modèles ALM, calibrés et revus annuellement, doivent minimiser le risque de sur-couverture ; dans ce sens l'étude statistique a pour principaux objectifs :

- Éliminer le risque de concentration : Si une faible fraction de clients détient une forte proportion de l'encours, l'encours global est susceptible de chuter brutalement de façon imprédictible. La règle de prudence demande donc à ce que cette fraction d'encours soit retirée (part volatile).
- Tenir compte des cycles / saisonnalités : Si l'historique d'encours présente des saisonnalités, la variable « solde des comptes » sera remplacée par « moyenne glissante des soldes des comptes », cette moyenne étant calculée sur une période suffisamment longue pour s'affranchir des effets de cycle.
- Conserver la pertinence sur la durée afin de garder une logique commerciale d'écoulement.

Risque de change (Banking Book)

Le risque de change du Banking book est suivi et géré par le Comité ALM qui prend connaissance des expositions et de leur évolution à travers les reportings trimestriels mis en place.

La fonction ALM suit l'ensemble des positions de change de la banque, à l'exception des positions gérées dans le cadre des activités de trading, et ce dans le cadre des normes internationales relatives à la mesure et l'encadrement du risque de change.

Dans le cadre du risque de change, le Comité ALM a comme principaux objectifs :

- Analyser le risque
- Valider la proposition de limites et leur compatibilité avec les limites globales et réglementaires
- Vérifier le respect de ces limites
- Valider les propositions de gestion

Les Positions de Change Opérationnelles (PCO) peuvent se mesurer en méthode « flux » ou « stock ». Pour le Crédit du Maroc, cette position se compose des positions de change virement bilan et hors bilan de la clientèle, ainsi que l'encaisse en billets de banque.

Les positions de change structurelles (PCS) résultent principalement des prises de participations dans des établissements en devises étrangères. A noter, toutefois, l'exception des participations en devise comptabilisées à la JVR (juste valeur par résultat) qui sont à prendre en compte dans la position de change opérationnelle et non structurelle dans la mesure où la position de change induite est réévaluée par contrepartie du compte de résultat. Pour le Crédit Du Maroc, cette position se compose de la position en USD sur les titres de participation de la filiale « CDM International » qui fait l'objet d'un encadrement par une limite globale en montant.

Système de mesure

Le pilotage des risques financiers est géré dans ATLAS, outil opérationnel depuis 2008.

3. Application des recommandations du Comité de Bâle

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché.

Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

4. Perspectives

Le Crédit du Maroc compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc...);
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc. ;
- Renforcer la capacité d'anticipation des risques.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation sont engagés selon un planning établi par une équipe projet et validé par le Comité de pilotage des risques, présidé par le Président du Directoire.

5. Gestion du capital et adéquation des fonds propres du groupe

Le troisième pilier de l'accord de Bâle vise à promouvoir la discipline du marché à travers la publication d'un ensemble de données venant compléter la communication financière. L'objectif de cette communication est de permettre aux acteurs du marché d'apprécier les éléments d'information essentiels sur les fonds propres, les expositions aux différents types de risques, le pilotage interne des fonds propres et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres du groupe Crédit du Maroc à son profil de risque.

5.1 Composition des Fonds Propres

Le groupe est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (incluant un coussin de conservation de 2,5%), un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% et un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0%.

Les fonds propres prudentiels du groupe Crédit du Maroc sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 1 sont déterminés à partir des fonds propres de base et des fonds propres additionnels en tenant compte des retraitements prudentiels. Ces retraitements consistent principalement en l'anticipation des dividendes à distribuer, de la déduction des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que des participations ne figurant pas dans le périmètre de consolidation et détenues dans le capital des établissements de crédit et assimilés au Maroc et à l'étranger et des entités exerçant les opérations connexes à l'activité bancaire au Maroc et à l'étranger ainsi que des filtres prudentiels.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement de dettes subordonnées dont l'échéance initiale est d'au moins 5 ans. Une décote de 20% annuellement est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

5.2 Ratio de Solvabilité

Au 30 juin 2023, les ratios du Groupe se présentant comme suit :

Évolution Ratio de solvabilité

(en milliers de dirhams)

	30/06/2023	31/12/2022
Fonds propres de catégorie 1	5 514 780	5 540 206
Total fonds propres	6 636 028	6 648 040
Risques pondérés	46 754 501	45 936 796
Ratio sur fonds propres de base (TI)	11,80%	12,06%
Ratio de solvabilité	14,19%	14,47%

5.3 Exigence en fonds propres et actifs pondérés du groupe Crédit du Maroc

Les risques pondérés sont calculés en approche standard pour les risques de crédit, de contrepartie et les risques du marché et en méthode d'indicateurs de base pour les risques opérationnels.

Détail et variation des RWA

(en milliers de dirhams)

	déc-22		juin-23		Variation	
	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres
Risque de crédit	41 091 647	3 287 332	41 802 183	3 344 175	710 537	56 843
Dont Souverain	6 820	546	12 679	1 014	5 859	469
Dont Établissements	2 914 980	233 198	3 287 917	263 033	372 938	29 835
Dont Entreprises	25 218 503	2 017 480	25 423 670	2 033 894	205 167	16 413
Dont Clientèle de détail	9 627 905	770 232	9 714 363	777 149	86 458	6 917
Risque de Marché	115 891	9 271	177 127	14 170	61 236	4 899
Risque Opérationnel	4 729 259	378 341	4 775 191	382 015	45 933	3 675
Total	45 936 796	3 674 944	46 754 501	3 740 360	817 705	65 416

1. Risque de crédit

Le montant du risque de crédit pondéré est calculé en multipliant les éléments d'actifs et du hors bilan par les coefficients de pondération prévus par la réglementation. Le risque de crédit dépend essentiellement de la nature de l'engagement et de la contrepartie.

Le risque pondéré est calculé à partir de l'exposition nette atténuée par les garanties ou les suretés et pondérée par le taux de pondération.

Les engagements hors bilan sont également pondérés par le facteur de conversion risque crédit.

2. Risque de marché

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liés aux variations des prix de marché. Ils recouvrent :

- les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus pour l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Le risque de marché est composé du :

• Risque de taux d'intérêt

Le calcul du risque de taux d'intérêt concerne les produits de taux faisant partie du portefeuille trading. Celui-ci est la somme du risque général de taux et risque spécifique de taux.

Le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de taux d'intérêt général se fait selon la méthode de l'échéancier. Le risque spécifique est calculé à partir de la position nette, sa pondération dépend de la nature de l'émetteur du titre et de la maturité.

• Risque sur titres de propriété

Le calcul du risque sur les titres de propriété concerne : les positions sur actions, options sur actions, futures sur actions, options sur index, autres dérivés avec comme sous-jacent une action ou un index. Celui-ci est la somme du risque général sur titre de propriété et du risque spécifique sur titre de propriété.

L'exigence en fonds propres au titre du risque général sur titres de propriétés représente 8% de la position nette globale.

Le risque spécifique est calculé sur la position globale en appliquant les pondérations listées par le régulateur suivant la nature de l'actif.

• Risque de change

L'exigence en Fonds propres au titre du risque de change est calculée lorsque la position nette globale dépasse 2% des capitaux de base. La position nette globale correspond à la position la plus forte entre la somme des positions courtes et celle des positions longues pour la même devise.

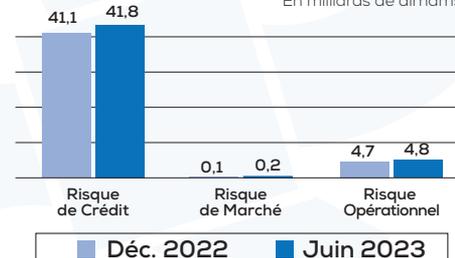
Détail Risque de marché

(en milliers de dirhams)

Exigences en fonds propres	31/12/2022	30/06/2023
Risque de taux	6 790	12 190
Risque spécifique de taux	-	633
Risque général de taux	6 790	11 556
Risque de change	2 482	1 980
Total	9 271	14 170

Risque couvert	Pilier 1	
	Méthode d'évaluation et de gestion	
Risque de crédit	x	Méthode standard
Risque de marché	x	Méthode standard
Risque opérationnel	x	BIA (Basic Indicator Approach)

Évolution des risques pondérés du Crédit du Maroc
En milliards de dirhams



3. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est calculé à l'aide des PNB annuels des trois derniers exercices en utilisant la méthode des indicateurs de base.

L'exigence en fonds propres est 15% x la moyenne du PNB des trois derniers exercices.

5.4 ICAAP (Internal Capital Adequacy Process)

Le processus d'évaluation et d'adéquation du capital interne est un processus qui vise, d'une part à assurer en permanence un équilibre entre les fonds propres de la banque et l'ensemble des risques encourus, et anticiper tout déséquilibre pouvant nuire à sa viabilité financière et la continuité de son activité et d'autre part, à mettre en œuvre les solutions de rétablissement appropriées.

C'est un processus qui apporte une contribution substantielle à l'évaluation :

- Du modèle d'activité de la banque
- De la gouvernance interne et la gestion globale des risques
- Des risques majeurs – appétence aux risques
- Des exigences en capital réglementaire et interne
- Du pilotage des fonds propres prudentiels (pilier 1 et 2)

La démarche ICAAP est un processus en enrichissement continu, qui évolue à la demande des dirigeants, pour prendre en compte les évolutions réglementaires (Directive 3/W/2021 et exigences croissantes de BAM) et intégrer les meilleures pratiques internationales.

Le cadre général d'appétence aux risques présente l'ICAAP comme l'un de ses dispositifs opérationnels clés.

Pour l'exercice ICAAP 2021, ce cadre a été respecté et enrichi. Ainsi, le Conseil de Surveillance a été régulièrement informé des évolutions significatives de l'ICAAP, les comptes rendus du Comité des risques lui ont été régulièrement faits. Les dernières évolutions de l'ICAAP ont été inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Directoire.

L'appropriation du dispositif s'est enfin renforcée via :

- Une formation ICAAP dispensée aux membres du Directoire ainsi qu'aux membres du Conseil de Surveillance en 2021 ;
- Une prise en charge renforcée par la Direction Financière, qui assure la centralisation du dispositif ICAAP, et qui a réalisé, sur l'exercice écoulé, d'importants travaux d'amélioration et de renforcement du dispositif (Cf. Evolutions majeurs intégrées dans le dispositif ICAAP 2021) ;
- Un appui technique d'un cabinet externe dans une perspective d'amélioration continue du dispositif ICAAP et afin d'intégrer les meilleures pratiques internationales.
- Les éléments clés de l'ICAAP sont intégrés aux états de reporting adressés aux instances dirigeantes, ainsi qu'au Conseil Surveillance, et enrichis d'une dimension prospective régulièrement actualisée.

COÛT DU RISQUE (2.1)

(En milliers de DH)

CONSOLIDÉ	30/06/2023	30/06/2022
Dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	1 200	77 120
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	10 967	-12 350
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 420	-1 937
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	8 216	-8 729
Engagements par signature	-669	-1 684
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-9 767	89 470
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-10 891	43 754
Engagements par signature	1 124	45 716
Dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-	-
Bucket 3 : Actifs dépréciés	-27 733	127 494
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-3 569	70 743
Engagements par signature	-24 164	56 752
Autres actifs	-23 666	-21 090
Risques et charges	17 017	-23 241
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-33 182	160 283
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-142 735	-178 772
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	9 850	10 291
comptabilisés en capitaux propres recyclables	9 850	10 291
Décotes sur crédits restructurés	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-
Autres produits	-	-
Coût du risque de crédit	-166 067	-10 499

PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (2.3)

(En milliers de DH)

LIBELLE	30/06/2023			30/06/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes	-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	30 672	-	30 672	30 703	-	30 703
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	7 779	1 981	5 798	3 124	1 252	1 872
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	194 926	19 476	175 450	181 312	16 091	165 221
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	14 372	478	13 894	16 144	331	15 813
Produits nets des commissions	247 749	21 935	225 813	231 283	17 674	213 609

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	30/06/2022
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-7 273	23 188
Plus values de cession	11	23 326
Moins value de cession	-7 284	-137
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	-7 273	23 188

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (2.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	30/06/2022
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	23 932	9 171
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-1 604	-747
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	145 828	122 362
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	168 156	130 786

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (2.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	30/06/2022
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-121
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
Dont dividendes sur instruments décomptabilisés au cours de la période	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-121

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS (2.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	30/06/2022
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 273 639	1 084 605
Opérations avec les établissements de crédit	76 753	30 625
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	1 155 843	1 013 173
Opérations de location-financement	41 043	40 807
Titres de dettes	-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	31 813	41 484
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	31 813	41 484
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	6 099	6 555
Produits d'intérêts	1 311 552	1 132 645
Sur les passifs financiers au coût amorti	181 187	106 946
Opérations avec les établissements de crédit	35 027	26 916
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	146 161	80 030
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	47 577	34 955
Charges d'intérêts	228 765	141 902

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs	460 570	578 677
Emprunts de trésorerie au jour le jour	350 087	-
Emprunts de trésorerie à terme	983 287	1 941 637
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension à terme	-	-
Emprunts financiers	208 600	258 179
Autres	199 437	102 292
Valeur au bilan	2 201 981	2 880 785

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs	36 542 554	34 101 751
Comptes à terme	3 383 176	2 990 233
Comptes d'épargne	9 952 296	9 920 701
Autres comptes créditeurs	2 409 499	1 568 847
Valeur au bilan	52 287 526	48 581 532

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Bons de caisse	-	-
Certificats de dépôt	1 476 699	1 612 405
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	1 476 699	1 612 405

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7 028 961	5 231 232
Prêts et créances sur la clientèle	50 902 425	48 496 655
Titres de dettes	1 643 254	8 453
Valeur au bilan	59 574 641	53 736 341

TITRES AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 643 254	8 453
Total	1 643 254	8 453
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	1 643 254	8 453

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	4 693 823	2 420 077
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	4 693 823	1 913 277
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	506 800
Valeurs reçues en pension	1 904 638	2 494 027
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	435 672	321 557
Valeur brute	7 034 133	5 235 662
Dépréciations	-5 172	-4 430
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	7 028 961	5 231 232
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Comptes ordinaires	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total prêts et créances internes au Crédit du Maroc	-	-
Valeur au bilan	7 028 961	5 231 232

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	13 422 838	11 634 607
Autres concours à la clientèle	35 394 463	34 171 557
Valeurs reçues en pension	1 230 944	1 239 146
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	2 805 003	3 413 320
Valeur brute	52 853 249	50 458 630
Dépréciations	-3 377 975	-3 371 636
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	49 475 275	47 086 994
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	473 297	435 279
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	1 104 248	1 124 540
Valeur brute	1 577 545	1 559 818
Dépréciations	-150 394	-150 156
Valeur nette des opérations de location-financement	1 427 150	1 409 662
Valeur au bilan	50 902 425	48 496 655

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 (3.2)

(En milliers de DH)

30/06/2023	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	764 167	-	-	1 714	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	764 167	-	-	1 714	-	-
Actifs financiers au coût amorti	53 747 331	5 111 237	4 249 614	170 197	366 334	2 997 010
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	6 809 100	225 034	-	5 109	63	-
Prêts et créances sur la clientèle	45 294 977	4 886 203	4 249 614	165 087	366 271	2 997 010
Titres de dettes	1 643 254	-	-	-	-	-
Actifs financiers	54 511 498	5 111 237	4 249 614	171 911	366 334	2 997 010
Engagements Hors bilan	4 063 295	189 552	230 302	15 671	31 145	206 928

31/12/2022	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 953 407	-	-	5 135	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	2 953 407	-	-	5 135	-	-
Actifs financiers au coût amorti	49 805 487	3 358 740	4 098 335	177 509	355 449	2 993 265
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	5 010 628	225 034	-	4 319	110	-
Prêts et créances sur la clientèle	44 786 406	3 133 707	4 098 335	173 189	355 338	2 993 265
Titres de dettes	8 453	-	-	-	-	-
Actifs financiers	52 758 895	3 358 740	4 098 335	182 643	355 449	2 993 265
Engagements Hors bilan	4 355 648	202 007	186 680	15 003	32 269	182 764

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (3.3)

(En milliers de DH)

	30/06/2023			31/12/2022		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	762 453	-1 549	-	2 948 273	-22 533	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total	762 453	-1 549	-	2 948 273	-22 533	-

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (3.3)

(En milliers de DH)

30/06/2023	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	763 271	-1 549	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-818	-	-
Total des titres de dettes	762 453	-1 549	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	762 453	-1 549	-
Impôts	-	596	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	-953	-

31/12/2022	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 513 447	-22 073	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	434 826	-460	-
Total des titres de dettes	2 948 273	-22 533	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 948 273	-22 533	-
Impôts	-	8 506	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	-14 027	-

COMPTES DE RÉGULARISATION, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS (3.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	3 498	5 686
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	11 172	163
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	57 849	27 267
Autres débiteurs et actifs divers	431 357	333 253
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	503 876	366 369
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	250 508	-
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	352 952	319 144
Autres créditeurs et passifs divers	1 514 565	1 176 440
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	2 118 025	1 495 584

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Actions et autres titres à revenu variable	172 919	165 188
Titres de participation non consolidés	31 342	34 209
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	204 260	199 397

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	590 770	1 332 037
Effets publics et valeurs assimilées	337 421	1 332 037
Obligations et autres titres à revenu fixe OPCVM	253 349	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	43 377	35 192
Valeur au bilan	634 148	1 367 229

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	634 148	1 367 229
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	204 260	199 397
Instruments de capitaux propres	204 260	199 397
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	838 408	1 566 626
Dont Titres prêtés	-	-

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2023		31/12/2022	
	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	1 198 596	2 613 426	1 082 839	2 536 781
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	531 035	1 085 936	481 936	1 059 092
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF (3.7)

(En milliers de DH)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde de clôture au 31.12.2022	145 951	96 952	230 036	-	127 468	600 407
Dotations	7 633	-3 615	24 833	-	8 496	37 347
Montants utilisés	7 802	-	-	-	8 102	15 904
Montants non utilisés repris au cours de la période	18 881	6 990	1124	-	9 191	36 186
Autres mouvements	-	3 620	-	-	-	3 620
Solde de clôture au 30.06.2023	126 901	89 968	253 745	-	118 671	589 284

Passifs Eventuels

Le Crédit du Maroc a reçu de la part de l'administration fiscale, en juin 2023, un avis de vérification portant sur l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôts sur le revenus (IR) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices 2019 à 2022. La vérification sur place est en cours et la banque n'a reçu aucune notification au 27 juillet 2023.

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

Impôts courants et impôts différés	30/06/2023	31/12/2022
Impôts courants	82 151	147 498
Impôts différés	129 037	151 513
Actifs d'impôts courants et différés	211 188	299 011
Impôts courants	131 320	57 980
Impôts différés	14 192	9 312
Passifs d'impôts courants et différés	145 512	67 292
Charge d'impôts courants	229 340	316 454
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	10 225	28 656
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	239 565	345 109

Le taux effectif d'impôt	30/06/2023	31/12/2022
Résultat net	287 487	398 099
Charges d'impôt sur les bénéfices	239 565	345 109
Taux d'impôt effectif moyen en %	45,45%	46,44%

Analyse du taux effectif d'impôt	30/06/2023	31/12/2022
Taux d'impôt en vigueur en %	38,50%	37,75%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Différences permanentes	-	-
Changement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	6,95%	8,69%
Taux d'impôt effectif moyen	45,45%	46,44%

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	31/12/2022	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2023
Immobilier				
Valeur brute	145 889	2 401	-	148 290
Amortissements et dépréciations	-67 118	-9 203	787	-75 534
Total Immobilier	78 772	-6 802	787	72 756
Mobilier				
Valeur brute	14 328	1 129	-	15 457
Amortissements et dépréciations	-7 501	-1 552	-	-9 053
Total Mobilier	6 827	-423	-	6 404
Total Droits d'utilisation	85 599	-7 225	787	79 160

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Immobilisations corporelles	1 527 490	1 477 688
dont : Droits d'utilisation des contrats de location	78 374	85 599

PASSIFS AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Comptes de régularisation et autres passifs	2 118 025	1 495 584
dont : Dettes locatives	84 429	90 802

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Intérêts et charges assimilées	-228 765	-339 952
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-1 706	-3 767
Charges générales d'exploitation	-627 155	-1 309 835
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	-4 252	-19 207
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-98 490	-190 273
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-10 755	-21 449

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	8 697	13 885
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	8 697	13 885

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	8 697	13 885
Valeur au bilan	8 697	13 885

TRANSFERT PAR BUCKETS DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES CLIENTÈLE

(En milliers de DH)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de Valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a)+(b)
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2022	44 786 406	-173 189	3 133 707	-355 338	4 098 335	-2 993 265	52 018 448	-3 521 793	48 496 655
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-1 557 806	-8 079	1 219 867	-46 476	337 939	-324 321	-	-378 876	-
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-1 799 043	9 838	1 799 043	-82 927	-	-	-	-73 089	-
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	382 919	-20 121	-382 919	3 931	-	-	-	-16 190	-
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-162 428	2 243	-261 344	38 026	423 772	-373 230	-	-332 961	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	20 747	-39	65 086	-5 506	-85 833	48 909	-	43 364	-
Total après transfert	43 228 600	-181 268	4 353 574	-401 814	4 436 275	-3 317 586	52 018 448	-3 900 668	48 117 780
Variation des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	2 066 377	16 180	532 629	35 543	-186 660	320 576	2 412 346	372 300	-
Nouvelles production : achat, octroi, organisation...	14 554 184	-32 001	1 000 461	-27 017	-	-	15 554 646	-59 017	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-11 866 177	19 221	-509 779	70 230	-373 230	-212 950	-12 749 185	-123 500	-
Passage à perte	-	-	-	-	-133 403	133 403	-133 403	133 403	-
Modification de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-621 631	28 960	41 947	-7 670	319 973	400 123	-259 711	421 414	-
TOTAL	45 294 977	-165 087	4 886 203	-366 271	4 249 614	-2 997 010	54 430 794	-3 528 369	50 902 425
Variations de la Valeur comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2023	45 294 977	-165 087	4 886 203	-366 271	4 249 614	-2 997 010	54 430 794	-3 528 369	50 902 425
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire. Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la

date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier. La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

Durée résiduelle	Pour le Bailleur			
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤ 1 an	577 013	496 772	80 241	461 610
> 1 an ≤ 5 ans	1 019 123	908 435	110 689	815 299
> 5 ans	118 991	106 842	12 149	95 193
TOTAL	1 715 127	1 512 049	203 078	1 372 102

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	100 000	159 847	-	194 259	-	454 106
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	98 099	1 490	-	-118	-	99 470
Total des actifs	198 099	161 337	-	194 141	-	553 576
Passifs : dépôts et emprunts	98 099	1 812 245	-	68 809	-	1 979 152
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	2 250	-	-	-	2 250
Autres passifs	-	82 659	-	-	-	82 659
Total des passifs	98 099	1 897 154	-	68 809	-	2 064 062
Garanties émises par le groupe	-	816 171	-	-	-	816 171
Garanties reçues par le groupe	-	-	-	-	-	-
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-

Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	2	26 889	-	-	-	26 891
Charges d'intérêts	-	22 055	-	-	-	22 055
Honoraires et commissions	2	98	-	-	-	100
Autres charges	-	4 735	-	-	-	4 735
Total des produits dont :	293	86 154	-	462	-	86 909
Produits d'intérêts	293	-	-	383	-	676
Honoraires et commissions	-	-	-	79	-	79
Autres produits	-	301	-	-	-	301
Produits de dividendes	-	85 853	-	-	-	85 853

Les parties liées au Crédit du Maroc sont les filiales consolidées, la société mère Holmarcom ainsi que les entités contrôlées par le groupe Holmarcom. Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit du Maroc, les opérations conclues entre Crédit du Maroc et ses filiales sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit du Maroc (notes 2.2 "Produits et charges d'intérêts", 2.3 "Produits et charges de commissions" et 3.2 "Actifs financiers au coût amorti" et 3.4 « Comptes de régularisation Autres Actifs et Passifs »).

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

(En milliers de DH)

	30/06/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	2 394 249	-	-	-	-	2 394 249
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	42 559	265 281	223 659	101 830	818	634 148
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 018	417 796	319 697	-	22 942	762 453
Actifs financiers au coût amorti	11 405 261	4 365 184	8 443 456	18 816 118	16 544 622	59 574 641
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	13 844 088	5 048 261	8 986 812	18 917 948	16 568 382	63 365 490
Banques centrales	-	-	-	-	93	93
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	8 697	-	-	-	-	8 697
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 097 120	2 751 741	131 666	-	49 508 981	54 489 507
Dettes subordonnées	25 944	-	-	1 250 000	-	1 275 944
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 131 760	2 751 741	131 666	1 250 000	49 509 074	55 774 240

	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	1 867 309	-	-	-	-	1 867 309
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	34 374	1 099 694	135 864	96 479	818	1 367 229
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	100 368	707 984	1 216 015	904 073	19 833	2 948 273
Actifs financiers au coût amorti	9 954 656	5 864 270	6 124 083	18 228 685	13 564 647	53 736 341
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	11 956 708	7 671 948	7 475 961	19 229 237	13 585 298	59 919 152
Banques centrales	-	-	-	-	93	93
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	13 885	-	-	-	-	13 885
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	1 358 240	3 817 267	112 391	-	46 174 419	51 462 317
Dettes subordonnées	1 076	-	-	1 250 000	-	1 251 076
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	1 373 202	3 817 267	112 391	1 250 000	46 174 511	52 727 371

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Holmarcom S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET BANQUE OFFSHORE

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Offshore ;

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring.

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe. (En milliers de DH)

Compte de Résultat Juin 2023	Banque Maroc et Banque Offshore	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Marge d'intérêts	1 053 560	29 228	-	1 082 787
Marge sur commissions	226 349	-68	-468	225 813
Produit net bancaire	1 487 026	29 974	-90 964	1 426 037
Charges de fonctionnement	-619 733	-12 533	5 111	-627 155
Résultat d'exploitation	605 613	14 564	-85 853	534 325
Résultat net	368 258	5 081	-85 853	287 487
Résultat net part groupe	368 258	3 387	-85 853	285 793

(En milliers de DH)

Bilan Juin 2023	Banque Maroc et Banque Offshore	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Total Bilan	67 296 652	1 629 701	-2 446 487	66 479 866

dont

Éléments de l'Actif				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 136 925	-	-298 517	838 408
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	758 436	-	4 017	762 453
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	9 001 039	14	-1 972 091	7 028 961
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	49 333 182	1 569 243	-	50 902 425
Immobilisations corporelles	1 652 876	3 162	-128 549	1 527 490
Éléments du Passif	-	-	-	54 489 507
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	2 700 156	1 315 476	-1 813 651	2 201 981
Dettes envers la clientèle	52 361 037	86 419	-159 930	52 287 526
Capitaux propres	6 639 630	158 958	-422 481	6 376 106

OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVISES

(En milliers de DH)

	30/06/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EURO	1 423 184	1 423 642	1 850 290	1 850 289
USD	1 884 384	1 884 384	1 987 011	1 987 011
GBP	22 724	22 724	10 942	10 942
JPY	2 053	2 053	19 029	19 029
Autres devises	35 959	35 502	23 327	23 328
TOTAL	3 368 304	3 368 304	3 890 599	3 890 599

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2023

(En milliers de DH)

	Montants
Engagements de prêt	7 187 947
Donnés :	7 187 947
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	334 245
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	6 747 777
Clientèle de détail	105 925
Reçus :	-
Garanties financières	3 909 874
Données :	3 909 874
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	1 847 266
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2 031 492
Clientèle de détail	31 117
Reçus :	2 642 583
Administrations centrales	-
Etablissements de crédit	2 642 583
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	-
Clientèle de détail	-
Dérivés de crédit reçus	-
Autres engagements	-
Donnés :	-
Reçus :	-
Engagements et garanties financières en défaut	-
- Engagements de prêt donnés :	-
- Garanties financières données :	-
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	-

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2023

Au 30 juin 2023, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
HOLMARCOM FINANCE COMPANY	5 538 538	50,90	50,90
ATLANTASANAD	1 392 744	12,80	12,80
WAFIA ASSURANCE	1 168 523	10,74	10,74
AUTRES	1 149 227	10,56	10,56
B - ACTIONNAIRES ÉTRANGERS			
CRÉDIT AGRICOLE S.A.	1 632 182	15,00	15,00
Total	10 881 214	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2022, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende brut par action de 27 DH.

	2022	2021	2020
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	27,00	25,90	4,55
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	37,15	57,66	17,49

ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(En milliers de DH)

(En milliers de DH)

	30/06/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3		31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
		Niveau 1	Niveau 2					Niveau 1	Niveau 2		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	634 148	-	-	634 148	-	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 367 229	-	-	1 367 229	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	591 588	-	-	591 588	-	Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	338 239	-	-	338 239	-	Effets publics et valeurs assimilées	1 332 855	-	-	1 332 855	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	253 349	-	-	253 349	-	Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-	-	OPCVM	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	42 559	-	-	42 559	-	Instruments dérivés	34 374	-	-	34 374	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	204 260	-	-	-	204 260	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	199 397	-	-	-	199 397
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	35 735	-	-	-	35 735	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	38 371	-	-	-	38 371
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	35 735	-	-	-	35 735	Titres de participation non consolidés	38 371	-	-	-	38 371
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	168 525	-	-	-	168 525	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	161 026	-	-	-	161 026
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	Titres de dettes	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
OPCVM	168 525	-	-	-	168 525	OPCVM	161 026	-	-	-	161 026
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-	-	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-	-	OPCVM	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	762 453	-	-	762 453	-	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 948 273	-	-	2 948 273	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	762 453	-	-	762 453	-	Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	Titres de dettes	-	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	761 451	-	-	761 451	-	Effets publics et valeurs assimilées	2 511 627	-	-	2 511 627	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 001	-	-	1 001	-	Obligations et autres titres à revenu fixe	436 646	-	-	436 646	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 600 861	-	-	1 396 600	204 260	Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	4 514 899	-	-	4 315 502	199 397
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-	-	Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-	-	Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-	-	Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-	-	Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-	-

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêt.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté (barème),
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service
- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - de l'âge au moment du départ (barème),
 - de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

	(En milliers de DH)	
	30/06/2023	31/12/2022
Provisions pour prime de fin carrière	40 509	43 970
Provisions pour indemnité de départ volontaire	9 050	9 626
Provisions pour prime de fidélité	40 067	43 014
Total	89 626	96 610
	30/06/2023	31/12/2022
Taux d'actualisation	3,7%	2,7%

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront à être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin Juin 2023 se présente comme suit :

	(En milliers de DH)		
	Brut	ID	Net
Impact Compte de Résultat			
Dotation Provision Engagements Sociaux	2 487	-958	1 530
Impact Capitaux Propres			
Gains et Pertes actuariels/avantages post emploi	41 985	-19 773	22 213

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES CONSOLIDÉS) EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2023



EY

Building a better
working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc

mazars

Mazars Audit et Conseil
Avia Business Center
Boulevard Sidi Abdellah Cherif
20000 - Casablanca Anfa

GRUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 6.376.106, dont un bénéfice net de KMAD 287.487.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire consolidée ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit du Maroc arrêtés au 30 juin 2023, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe qui fait état du contrôle fiscal dont fait l'objet Crédit Du Maroc S.A.

Casablanca, le 27 juillet 2023

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA -
Tél : (212) 522 95 79 00 - Fax : (212) 522 39 02 26

Abdeslam Berrada Allam
Associé

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : (212) 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdous
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2023

BILAN AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 394 531	1 868 649
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 507 496	6 814 636
. A vue	1 474 165	2 045 691
. A terme	7 033 331	4 768 946
Créances sur la clientèle	48 548 713	45 938 927
. Crédits de trésorerie et à la consommation	19 617 813	18 551 413
. Crédits à l'équipement	8 254 378	6 916 975
. Crédits immobiliers	18 230 488	17 657 200
. Autres crédits	2 446 033	2 813 340
Créances acquises par affacturage	777 706	918 568
Titres de transaction et de placement	1 445 310	4 401 962
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 074 644	3 844 668
. Autres titres de créance	255 527	442 195
. Titres de propriété	115 139	115 099
Autres actifs	530 525	452 461
Titres d'investissement	1 613 306	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 613 306	-
. Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	307 786	310 422
. Participations dans les entreprises liées	264 589	267 582
. Autres titres de participation et emplois assimilés	43 198	42 841
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	645 561	579 321
Immobilisations corporelles	1 140 588	1 094 134
Total de l'Actif	65 911 521	62 379 080

HORS BILAN	30/06/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNÉS	12 177 035	12 396 114
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 692 706	6 173 139
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 493 515	2 274 325
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 990 814	3 948 650
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	3 071 508	3 415 519
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 071 508	3 415 519
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

LIBELLÉ	30/06/2023	30/06/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 714 007	1 472 980
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements	91 404	50 650
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 119 459	983 892
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	31 813	41 484
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	82 661	68 002
Produits sur titres de Moudaraba et moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	190 213	179 302
Autres produits bancaires	198 457	149 651
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	321 394	220 151
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements	32 370	27 213
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	152 858	79 109
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	38 330	29 769
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	97 837	84 059
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 392 612	1 252 829
Produits d'exploitation non bancaire	28 242	45 967
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	752 066	693 357
Charges de personnel	394 840	395 179
Impôts et taxes	15 287	15 269
Charges externes	249 498	199 405
Autres charges générales d'exploitation	477	149
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	91 964	83 355
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	561 378	567 752
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	384 302	363 314
Pertes sur créances irrécouvrables	133 415	170 149
Autres dotations aux provisions	43 661	34 289
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	470 218	494 948
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	366 784	404 573
Récupérations sur créances amorties	9 850	10 291
Autres reprises de provisions	93 583	80 083
RÉSULTAT COURANT	577 628	532 635
Produits non courants	10 880	11 739
Charges non courantes	65 582	72 689
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	522 927	471 685
Impôts sur les résultats	165 125	135 614
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	357 802	336 071

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	93	93
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 026 373	2 697 519
. A vue	1 491 062	629 765
. A terme	535 311	2 067 754
Dépôts de la clientèle	52 174 899	48 561 776
. Comptes à vue créditeurs	36 709 344	34 013 838
. Comptes d'épargne	9 952 296	9 920 701
. Dépôts à terme	3 524 666	3 150 314
. Autres comptes créditeurs	1 975 598	1 462 042
. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	12 995	14 881
Titres de créance émis	1 476 699	1 612 405
. Titres de créance négociables	1 476 699	1 612 405
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 984 632	1 298 995
Provisions pour risques et charges	1 134 314	1 186 559
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 439 490	1 410 722
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 625 959	2 625 959
Capital	1 088 121	1 088 121
Actionnaires, Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	1 603 139	1 476 505
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	357 802	420 427
Total du Passif	65 911 521	62 379 080

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30/06/2023	30/06/2022
+ Intérêts et produits assimilés	1 216 634	1 055 983
- Intérêts et charges assimilées	223 558	136 092
MARGE D'INTÉRÊT	993 077	919 891
+ Produits sur financements participatifs	26 042	20 043
- Charges sur financements participatifs	-	-
Marge sur financements participatifs	26 042	20 043
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	194 659	182 426
- Commissions servies	21 935	17 673
Marge sur commissions	172 723	164 753
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	23 932	9 171
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-1 454	-1 566
+ Résultat des opérations de change	148 980	121 514
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	171 458	129 118
+ Divers autres produits bancaires	82 661	68 002
- Diverses autres charges bancaires	53 348	48 978
+ Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 392 612	1 252 829
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	3 132	-1 939
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 242	45 967
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	752 066	693 357
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	671 920	603 500
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-141 082	-118 599
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	46 790	47 733
RÉSULTAT COURANT	577 628	532 635
RÉSULTAT NON COURANT	-54 701	-60 950
- Impôts sur les résultats	165 125	135 614
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	357 802	336 071
II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2023	30/06/2022
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	357 802	336 071
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	91 964	83 355
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 696	2 006
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	21 353	500
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	2 451	-
- Reprises de provisions	48 490	68 480
- Plus-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles	11	23 326
- Moins-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
* CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	428 764	330 126
- Bénéfices distribués	-	-
AUTOFINANCEMENT	428 764	330 126

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

	Montants au 31/12/2022		Montants au 30/06/2023	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	320 296	44 520	254 694	28 702
Créances douteuses	658 225	479 454	881 649	578 285
Créances compromises	2 893 345	2 281 735	2 860 566	2 218 947
TOTAL	3 871 866	2 805 710	3 996 908	2 825 934

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

	30/06/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 630 645	2 882 940
Récupérations sur créances amorties	9 850	25 760
Produits d'exploitation non bancaire perçus	35 229	62 856
Charges d'exploitation bancaire versées	-290 471	-467 864
Charges d'exploitation non bancaire versées	-65 582	-123 240
Charges générales d'exploitation versées	-660 102	-1 332 941
Impôts sur les résultats versés	-165 125	-211 890
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	494 444	835 620
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 692 859	-1 829 623
Créances sur la clientèle	-2 614 600	-3 219 934
Titres de transaction et de placement	1 341 892	803 395
Autres actifs	-78 064	-75 871
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-671 145	284 951
Dépôts de la clientèle	3 613 123	2 477 444
Titres de créance émis	-135 706	1 009 905
Autres passifs	685 637	306 881
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	448 277	-242 852
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	942 721	592 768
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	11	24 100
Acquisition d'immobilisations financières	-1 060	-67
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-204 658	-411 883
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	82 661	70 639
IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-123 046	-317 211
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-370	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	370	-50 244
Dividendes versés	-293 793	-281 823
V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-293 793	-332 068
VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	525 8833	-56 510
VII - TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 868 556	1 925 066
VIII - TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 394 438	1 868 556

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2023
INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2 - ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30 JUIN 2023

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		NEANT

ÉTAT A3 - ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30 JUIN 2023

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation		NEANT

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Premier semestre 2023	deuxième semestre 2022	Premier semestre 2022
1 714 007	1 480 660	1 472 980

ÉTAT B2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	1 869 676	13 401	13 537 925	416 861	15 837 863	14 855 733
Comptes à vue débiteurs	40 319	13 401	2 513 083	149 340	2 716 143	3 322 203
Créances commerciales sur le Maroc	1 404 357	-	1 226 022	-	2 630 379	1 982 325
Crédits à l'exportation	-	-	249 891	-	249 891	293 570
Autres crédits de trésorerie	425 000	-	9 548 929	267 521	10 241 450	9 257 636
Crédits à la consommation	-	-	-	3 601 868	3 601 868	3 476 348
Crédits à l'équipement	2 280 516	-	5 881 103	14 891	8 176 510	6 802 994
Crédits immobiliers	-	-	1 627 950	16 524 295	18 152 245	17 578 545
Autres crédits	-	1 230 194	44 114	-	1 274 308	1 834 206
Créances acquises par facturation	777 706	-	-	-	777 706	918 568
Intérêts courus à recevoir	-	96 610	238 333	-	334 944	324 945
Créances en souffrance	-	-	401 058	769 917	1 170 974	1 066 156
Créances pré-douteuses	-	-	66 703	159 210	225 913	275 776
Créances douteuses	-	-	275 244	28 200	303 443	178 771
Créances compromises	-	-	59 111	582 507	641 618	611 609
TOTAL	4 927 898	1 340 206	21 730 483	21 327 832	49 326 418	46 857 495

ÉTAT B1- CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
Valeurs reçues en pension	-	1 903 190	-	-	1 903 190	2 493 961
- au jour le jour	-	-	-	-	-	500 096
- à terme	-	1 903 190	-	-	1 903 190	1 993 865
Prêts de trésorerie	-	2 262 261	665 085	-	2 927 346	1 031 198
- au jour le jour	-	-	-	-	-	506 716
- à terme	-	2 262 261	665 085	-	2 927 346	524 482
Prêts financiers	-	-	2 173 386	-	2 173 386	2 225 459
Autres créances	-	9 295	201 344	-	210 639	96 468
Intérêts courus à recevoir	-	12 022	13 495	-	25 517	20 379
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 480 809	4 186 775	3 214 083	1 106 637	9 988 304	7 886 655

ÉTAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTÉS	255 527	2 687 950	115 073	67	3 058 616	4 401 962
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	2 687 950	-	-	2 687 950	3 844 668
Obligations	2 018	-	-	-	2 018	2 018
Autres titres de créance	253 509	-	-	-	253 509	440 178
Titres de propriété	-	-	115 073	67	115 139	115 099
TOTAL	255 527	2 687 950	115 073	67	3 058 616	4 401 962

ÉTAT B5 - DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Actif	30/06/2023	31/12/2022
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	11 172	163
Débiteurs divers	186 171	231 844
sommes dues par l'état	101 514	168 499
sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
sommes diverses dues par le personnel	2 926	1 799
comptes clients de prestations non bancaires	-107	-50
divers autres débiteurs	81 838	61 596
Valeurs et emplois divers	2 709	2 695
Vomptes de régularisation	330 472	217 759
comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
comptes d'écarts sur devises et titres	44 436	9 640
résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
charges à répartir sur plusieurs exercices	35 308	50 677
comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	1 973	743
Produits à recevoir	53 147	5 313
Charges constatées d'avances	52 434	6 316
Autres comptes de régularisation	143 174	145 070
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	530 525	452 461

ÉTAT B10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	93	630	6 809	442 874	450 406	530 327
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	350 000	-	805 471	1 155 471	1 791 386
- Au jour le jour	-	350 000	-	-	350 000	-
- À terme	-	-	-	805 471	805 471	1 791 386
Emprunts financiers	2 180	-	-	207 126	209 306	257 204
Autres dettes	-	-	199 437	-	199 437	102 236
Intérêts courus à payer	-	12 464	-618	-	11 845	16 458
TOTAL	2 273	363 094	205 628	1 455 471	2 026 465	2 697 611

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Autres mouvements	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sortie	Cumul		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 052 950	234 484	120 212	1 167 222	473 623	48 038	-	521 661	-	645 561
- Droit au bail	20 829	-	-	20 829	-	-	-	-	-	20 829
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 032 121	234 484	120 212	1 146 394	473 623	48 038	-	521 661	-	624 732
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 425 318	533 805	451 190	2 507 932	1 331 164	46 604	-10 423	1 367 345	-	1 140 588
- Immeubles d'exploitation	1 269 461	384 786	419 889	1 234 359	446 933	13 588	-	460 521	-	773 838
. Terrains d'exploitation	256 723	99 942	-	356 665	-	-	-	-	-	356 665
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	984 930	284 845	419 889	849 886	419 198	13 579	-	432 776	-	417 110
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	27 808	-	-	27 808	27 736	9	-	27 745	-	63
- Mobilier et matériel d'exploitation	540 836	47 514	22 819	565 531	429 523	17 894	-8 249	439 167	-	126 363
. Mobilier de bureau d'exploitation	92 991	16 814	5 958	103 847	84 786	2 837	-5 958	81 665	-	22 182
. Matériel de bureau d'exploitation	38 011	1 088	16 456	22 644	15 074	354	-1 880	13 547	-	9 096
. Matériel de bureau Telecom	68 428	14 986	-	83 414	56 961	2 561	-	59 522	-	23 892
. Matériel Informatique	276 878	14 060	-	290 938	213 314	11 252	-	224 567	-	66 371
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	385	17	-	401	385	1	-	385	-	16
. Autres matériels d'exploitation	64 143	549	405	64 287	59 004	888	-411	59 481	-	4 806
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	532 547	100 034	7 503	625 078	399 395	13 493	-1 194	411 694	-	213 384
- Immobilisations corporelles hors exploitation	82 474	1 178	979	82 672	55 313	1 629	-979	55 962	-	26 710
. Terrains hors exploitation	2 152	-	-	2 152	-	-	-	-	-	2 152
. Immeubles hors exploitation	49 093	-	-	49 093	35 457	640	-	36 098	-	12 995
. Mobiliers et matériel hors exploitation	10 514	9	840	9 683	8 744	369	-840	8 274	-	1 409
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 714	1 169	140	21 744	11 111	619	-140	11 591	-	10 153
- Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 478 267	768 289	571 402	3 675 155	1 804 787	94 642	-10 423	1 889 006	-	1 786 148

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	993 281	392 332	10 289 751	25 046 906	36 722 270	34 028 719
Comptes d'épargne	-	-	-	9 914 617	9 914 617	9 887 977
Dépôts à terme	-	365 000	791 005	2 338 313	3 494 318	3 132 911
Autres comptes créditeurs	-	21 076	1 504 753	447 575	1 973 404	1 459 429
Intérêts courus à payer	-	-	-	70 289	70 289	52 741
TOTAL	993 281	778 408	12 585 509	37 817 701	52 174 898	48 561 777

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global
Certificats de Dépôts	28/10/2021	27/10/2023	100,00	2,01%	INFINE	300 000,00
Certificats de Dépôts	30/05/2022	30/05/2024	100,00	2,24%	INFINE	400 000,00
Certificats de Dépôts	29/07/2022	28/07/2023	100,00	2,14%	INFINE	165 000,00
Certificats de Dépôts	28/04/2023	28/07/2023	100,00	3,18%	INFINE	600 000,00
Total						1 465 000,00

ÉTAT B13 - DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Passif	30/06/2023	31/12/2022
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	250 508	-
Créditeurs divers	819 916	501 287
Sommes dues à l'état	163 664	159 061
Sommes dues aux organismes de prévoyance	28 562	40 365
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	295 854	4 676
Fournisseurs de biens et services	503	213
Divers autres créditeurs	331 333	296 971
Comptes de régularisation	914 208	797 708
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	1
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succursales et agences au Maroc	706	783
Charges à payer	384 807	330 393
Produits constatés d'avance	483 094	418 496
Autres comptes de régularisation	45 602	48 035
Total	1 984 632	1 298 995

ÉTAT B14 - PROVISIONS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2023
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 747 919	384 217	367 211	-1	2 752 796
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 699 826	371 944	359 682	-1	2 712 087
Titres de placement	28 159	2 155	6 469	-	23 845
Titres de participation et emplois assimilés	19 934	3 696	1 060	-	22 570
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	1 186 559	52 323	104 567	-	1 134 315
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	105 095	12 358	7 102	-	110 351
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	763 587	21 353	41 662	-	743 277
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	94 289	-	6 816	-	87 473
Provisions pour autres risques et charges	223 589	18 613	48 987	-	193 215
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	3 934 479	436 539	471 778	-1	3 887 112

Passifs Eventuels

Le Crédit du Maroc a reçu de la part de l'administration fiscale, en juin 2023, un avis de vérification portant sur l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur le revenu (IR) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices 2019 à 2022. La vérification sur place est en cours et la banque n'a reçu aucune notification au 27 juillet 2023.

État B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 214 951	193 344	952 134	1 665 758	7 143	7 033 330
Créances sur la clientèle	5 500 768	5 870 077	4 259 960	8 889 833	24 028 075	48 548 713
Titres de créance	351 114	154 251	920 015	962 947	670 289	3 058 616
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	10 066 833	6 217 672	6 132 109	11 518 537	24 705 507	58 640 658
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	167 902	63 893	550 257	247 249	-	1 029 301
Dettes envers la clientèle	1 070 673	687 030	1 635 282	131 681	-	3 524 666
Titres de créance émis	765 000	-	700 000	-	-	1 465 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	500 000	907 869	1 407 869
TOTAL	2 003 575	750 923	2 885 539	878 930	907 869	7 426 836

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaieur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaieur KDH)	Montant N-1 (en contrevaieur KDH)	Montant N (en contrevaieur KDH)	Montant N-1 (en contrevaieur KDH)
MAD	55 000,00	1	3,93%	10 ANS	INFINE	55 000,00				
MAD	445 000,00	1	3,75%	10 ANS	INFINE	445 000,00				
MAD	197 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	197 500,00				
MAD	552 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	552 500,00				
TOTAL	1 250 000,00					1 250 000,00				

(En milliers de DH)

Souscripteur	COV	Nbre bons	Catégorie	Nominal	Nominal global	Maturité	Taux en %	Date de jouissance
CASA	18540	1	OB. PERPETUELLE	136 116,26	136 116,26	Indéterminée	4,913%	14/12/2020
WAFA ASSUR	18541	1	OB. PERPETUELLE	21 752,85	21 752,85	Indéterminée	4,913%	14/12/2020
TOTAL					157 869,11			

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2023

BILAN ARREDA AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	56 669	59 977
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
Créances sur la clientèle	1 766 403	1 561 733
Créances sur Mourabaha	1 759 191	1 557 161
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	7 212	4 572
Titres de transaction et de placement	-	-
dont certificat de Sukuk	-	-
Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	47 057	65 321
Immobilisations données en Ijara	-	-
Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
dont certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar placés	-	-
Autres actifs	560	107
TOTAL DE L'ACTIF	1 870 689	1 687 138

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	910 009	795 056
Dettes sur Mourabaha	-	-
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	910 009	795 056
Dépôts de la clientèle	181 388	145 060
Comptes à vue créditeurs	160 337	128 350
Autres comptes créditeurs	21 050	16 710
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	12 995	14 881
Dettes sur Mourabaha	12 995	14 881
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres passifs	520 450	497 157
Provisions pour risques et charges	3 390	3 390
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	-	-
Dotations en capital	240 000	240 000
Reports	-8 406	-24 045
Résultat de l'exercice	10 863	15 639
TOTAL DU PASSIF	1 870 689	1 687 138

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ARREDA AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

	30/06/2023	30/06/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	26 647	20 356
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	26 042	20 043
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	605	313
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	238	185
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1	1
Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	237	184
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	26 409	20 171
Produits d'exploitation non bancaire	-	-
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	13 881	13 052
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 941	2 484
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 767	1 800
RESULTAT COURANT	12 354	6 435
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	12 354	6 435
Impôts sur les résultats	1 491	81
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	10 863	6 354

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS AU 30 JUIN 2023

(En milliers de DH)

DETTES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-	-	12 995	12 995	14 881
- Mourabaha ⁽¹⁾	-	-	-	12 995	12 995	14 881
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL				12 995	12 995	14 881

(1) principalement les avances sur Mourabaha

TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA DU 01/01/2023 AU 30/06/2023

(En milliers de DH)

Biens	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte de résultat	Quote-part constatée en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnée ⁽¹⁾	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha à la fin de l'exercice
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec les établissements de crédit et assimilés							
Marges constatées d'avance - Mourabaha avec la clientèle	402 481	79 316	26 042	3 809	1 804	450 142	1 772 045
Mourabaha							
Mourabaha pour donneur d'ordre	402 481	79 316	26 042	3 809	1 804	450 142	1 772 045
TOTAL	402 481	79 316	26 042	3 809	1 804	450 142	1 772 045

(1) Par remboursement anticipé ou autres

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2023 AU 30/06/2023

(En milliers de DH)

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transferts au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions					Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire (1)		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stock	Cumul à la fin de l'exercice		
Biens acquis - Mourabaha												
Biens mobiliers												
Biens immobiliers												
Biens acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	65 321	275 360	293 624	-	47 057	-	-	-	-	-	-	47 057
Biens mobiliers	999	19 085	17 371	-	2 713	NA	NA	NA	NA	NA	NA	2 713
Biens immobiliers	64 322	256 275	276 253	-	44 344	NA	NA	NA	NA	NA	NA	44 344
Biens acquis - Salam												
Biens acquis - Autres financements participatifs												

(1) Biens cédés en dehors des contrats de finance participative dont les produits de cession sont constatés en hors exploitation bancaire dans le compte 7613

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES SOCIAUX) EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2023



**Building a better
working world**

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc

mazars

Mazars Audit et Conseil
Avia Business Center
Boulevard Sidi Abdellah Cherif
20000 - Casablanca Anfa

CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2023

En application des dispositions du Dahir n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 7.114.511 dont un bénéfice net de KMAD 357.802 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

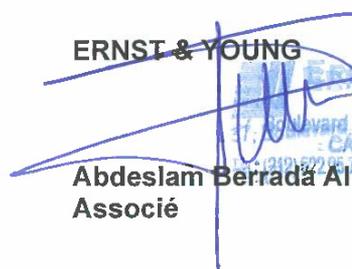
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe qui fait état du contrôle fiscal dont fait l'objet la banque.

Casablanca, le 27 juillet 2023

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


Abdeslam Berrada Allam
Associé

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel : 05/22 43 013
Fax : 05/22 43 34 00
Tahar Fergaous
Associé